



Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture financière et bancaire
N° 150 – 4^e trimestre 2011

Sommaire

<i>Méthodologie</i>	3
<i>1. Synthèse du contexte international et européen</i>	5
<i>2. Evolution conjoncturelle en Guyane</i>	6
<i>3. L'enquête auprès des principaux établissements de crédit</i>	11
<i>4. Les actifs financiers de la clientèle non financière</i>	12
<i>Les avoirs des ménages</i>	13
<i>Les avoirs des entreprises</i>	14
<i>5. Les passifs financiers de la clientèle non financière</i>	15
<i>5.1 Concours consentis par les établissements de crédit implantés localement</i>	15
<i>5.2 Concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit</i>	16
<i>L'endettement des ménages</i>	17
<i>L'endettement des collectivités locales</i>	17
<i>L'endettement des entreprises</i>	18
<i>6. Risques sectoriels</i>	19
<i>7. Indicateurs de vulnérabilité</i>	21
<i>8. Rappel des taux</i>	22
<i>8.1 Taux réglementés</i>	22
<i>8.2 Evolution des principaux taux de marché</i>	22
<i>8.3 Enquête sur le coût du crédit aux entreprises</i>	22
<i>8.4 Taux de l'usure</i>	22
<i>9. Monnaie fiduciaire</i>	23
<i>9.1 Emission mensuelle de billets euros</i>	23
<i>9.2 Emission mensuelle de pièces euros</i>	23

Méthodologie

1) La modification des critères retenus pour différencier les établissements de crédits installés localement (ECIL) et non installés localement (ECNIL) et son incidence sur les statistiques monétaires.

Parallèlement à la réforme SURFI (réforme du système de reporting financier de l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP) intervenue le 30 juin 2010¹), une modification des critères présidant à l'attribution du statut d'établissement implanté localement est intervenue. Est considéré comme installé localement un établissement qui possède une représentation locale « significative », avec au moins un agent permanent localement. Il se différencie ainsi d'un établissement qui ne possède pas de représentation locale et qui intervient directement depuis la métropole. Suite à cette modification, trois établissements ont été rattachés aux ECIL en Guyane, il s'agit de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), de l'Agence Française de développement (AFD) et de la Casden BP.

La nouvelle répartition des établissements de crédit est désormais la suivante :

ECIL: AFD, BDAF, BFCAG, BNPPG, BRED BP, BRED Cofilease, CASDEN BP, CDC, CMAG, CRCAMMG, FCMAG, La Banque Postale, OSEO, SOFIAG, SOMAFI

ECNIL: BEI, CAFINEO, CFF, DEXIA CREDIT LOCAL, NATIXIS, NATIXIS FACTOR, NATIXIS FINANCEMENT, autres EC

Cette modification se traduit, par rapport à l'ancien périmètre, par une variation à la hausse des données financières (actifs et passifs) concernant les Etablissements de Crédits Implantés Localement.

2) L'enquête de conjoncture

L'enquête de conjoncture, effectuée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de crédit installés localement, est réalisée trimestriellement (9 établissements sont concernés dont 7 Banques de détail et 2 Sociétés financières).

Cette enquête comporte 13 questions. Les questions visent à saisir, sous forme de flèches, les prévisions d'évolution relatives aux dépôts et aux crédits ainsi que celles relatives à la situation de différents indicateurs (produit net bancaire, commissions, charges d'exploitation, provisions, résultat, effectifs et environnement économique). Les réponses sont pondérées en fonction de l'importance de l'activité de l'établissement interrogé (selon la question, la pondération est effectuée par les encours de crédits ou les encours de dépôts). Les chiffres ainsi obtenus donnent une mesure synthétique de l'écart entre la proportion des dirigeants qui estiment qu'il y a eu progression (ou qu'une situation est en amélioration) et celle des dirigeants jugeant qu'il y a eu fléchissement (ou qu'une situation est en dégradation).

3) Les actifs financiers

Les actifs financiers présentés ici ne concernent que les dépôts dans les banques locales. Ils ne recensent donc pas les placements de la clientèle locale auprès de banques métropolitaines.

Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles sans risque de perte en capital. Ils se partagent entre les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A et bleus, livrets ordinaires, livrets jeunes, livrets d'épargne populaire, livrets de développement durable et comptes d'épargne logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

L'épargne à long terme est constituée par les portefeuilles-titres, les OPCVM non monétaires, les plans d'épargne logement, les plans d'épargne populaire et les autres actifs (assurance vie essentiellement). Les données présentées ici ne sont pas exhaustives. En effet, ces informations n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance vie souscrits auprès des établissements de crédit et ne comprennent pas les encours collectés directement par les compagnies d'assurance intervenant dans le département.

¹ Depuis juin 2010, SURFI a succédé au système BAFI (base des agents financiers), en vigueur depuis 1993, entraînant un changement majeur du système de collecte et de reporting des informations auprès des établissements de crédit. Cette réforme vise notamment à simplifier et à rationaliser les reportings financiers destinés au superviseur bancaire.

Les ménages regroupent les particuliers et les entrepreneurs individuels. Les entreprises correspondent aux sociétés non financières et les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations publiques locales, les administrations centrales, les administrations de sécurité sociale et les ISBLSM (Institutions Sans But Lucratif aux Service des Ménages).

4) Les passifs financiers

Dans les passifs financiers, sont présentés dans un premier temps les crédits octroyés par l'ensemble des établissements de crédit (ECIL et ECNIL) puis les crédits accordés par les établissements de crédit implantés localement (ECIL).

Les encours de crédit des entrepreneurs individuels (EI) sont répartis entre entreprises et ménages selon les types de crédits. Ainsi, les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs des entrepreneurs individuels sont-ils comptabilisés dans les encours des ménages (avec les données des "particuliers") alors que les autres catégories de crédit des "EI" sont intégrées aux entreprises (avec la totalité des données des "sociétés non financières", SNF).

Pour les entreprises (SNF et EI selon les cas), les crédits d'exploitation regroupent les créances commerciales, les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et l'affacturage tandis que les crédits d'investissement comprennent les crédits à l'équipement et le crédit-bail.

Pour les ménages (particuliers et EI selon les cas), les crédits à la consommation rassemblent les crédits de trésorerie, les comptes ordinaires débiteurs et le crédit-bail.

Les autres agents regroupent les sociétés d'assurance et les fonds de pension, les administrations centrales, les administrations de sécurité sociale ainsi que les ISBLSM (Institutions Sans But Lucratif aux Service des Ménages). Les crédits octroyés aux collectivités locales (administrations publiques locales) sont présentés séparément de ceux des « autres agents » afin de permettre une meilleure lecture de l'évolution du financement de cette catégorie d'acteurs.

5) Service central des risques (SCR)

Le service central des risques (SCR) de la Banque de France recense, à partir d'un seuil déclaratif de 25 000 euros² de crédits par guichet bancaire et par entité juridique, les encours de crédits distribués par les établissements de crédit implantés sur le territoire français, en faveur d'entités juridiques dont le siège social se situe dans les DCOM (Départements et Collectivités d'Outre-mer). Cette source d'information permet, même si elle n'est pas exhaustive, une analyse sectorielle des encours de crédit. Seuls les encours mobilisés (les crédits à court terme (CT), les crédits à moyen-long terme (MLT) et les crédits-bails) sont pris en compte dans cette étude. Les encours de crédits titrisés et les encours mobilisables de hors-bilan ne sont pas répertoriés.

6) L'enquête sur le coût du crédit aux entreprises

L'enquête sur le coût du crédit aux entreprises concerne les principaux établissements bancaires intervenant sur ce type de crédit dans le département. Réalisée tous les semestres, cette enquête recense le taux moyen des découverts et des crédits à moyen et long termes offert par ces établissements de crédit à leurs clientèles.

² A compter du mois de janvier 2006.

1- Synthèse du contexte international et européen

Les perspectives de croissance mondiale se sont assombries au 4^e trimestre 2011 et les risques financiers se sont intensifiés. Les tensions dans la zone euro, ainsi que les risques pesant sur sa stabilité financière, n'ont cessé de s'accroître durant cette période.

Au 4^e trimestre, la croissance américaine est demeurée faible (+ 0,7 %), mais en légère augmentation par rapport au trimestre précédent. Les consommateurs américains ont diminué leur taux d'épargne et les entreprises ont maintenu un solide niveau d'investissements fixes.

En Asie, le ralentissement de la demande intérieure et la détérioration de l'environnement extérieur dans les économies émergentes ont conduit à un repli du taux de croissance moyen. Les prévisions de croissance pour 2012 pour cette zone, bien qu'en recul par rapport aux années précédentes, restent soutenues. Le Japon devrait être le seul pays en 2012 à mener une politique budgétaire expansionniste du fait du coût de la reconstruction après la catastrophe qui a frappé le pays en 2011. Afin de contenir la progression du Yen, le Premier ministre japonais envisagerait de créer un fonds souverain.

Dans la zone euro, on observe une contraction du PIB de 0,3 % au 4^e trimestre et le FMI prévoit pour 2012 une récession modérée (- 0,5 %), avec une quasi-atonie des économies française et allemande. La baisse de l'activité sur le dernier trimestre a été particulièrement forte au Portugal, en Grèce, et en Italie. Même l'Allemagne a vu son activité économique se contracter de 0,2 %. En France, le PIB a augmenté de 0,3%, tiré par la production manufacturière (+ 0,6 %) et le dynamisme de l'investissement des entreprises (+ 1,4 %). Cependant, contrairement à la France qui connaît un déficit commercial record en 2011, l'Allemagne a vu son excédent commercial croître de 11,4 % et est devenue le 2^e exportateur mondial après la Chine et devant les Etats-Unis.

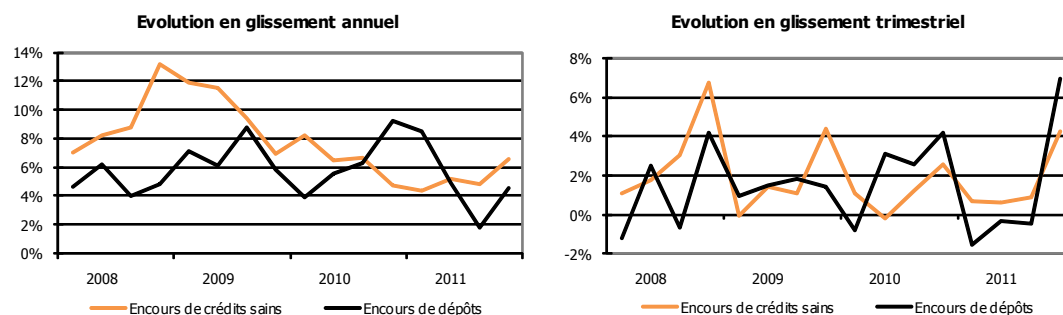
Le déficit budgétaire total de la zone euro a diminué, de l'équivalent de 2 % du PIB de la zone en 2011, principalement lié à la baisse du déficit allemand. Bien que la France ait également réduit son déficit budgétaire (soit l'équivalent de 1,4 % de son PIB) les difficultés croissantes de la zone euro dans les domaines politique, financier et monétaire ont conduit l'agence de notation Standard & Poor's à abaisser la note à long terme de la France de « AAA » à « AA+ ». Standard & Poor's a également revu les notes à long terme de 9 états de la zone euro et confirmé les notes de 7 autres. Moody's a placé le triple A français sous surveillance négative et a dégradé les notes de 6 pays européens.

En matière de politique monétaire, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé le 9 février 2012 de maintenir les taux directeurs inchangés en soulignant que « par ces mesures non conventionnelles de politique monétaire, nous continuons de soutenir le fonctionnement du secteur financier de la zone euro, et donc le financement de l'économie réelle ». En décembre 2011, la BCE a lancé une opération de prêts à trois ans à laquelle 523 banques ont participé à hauteur de 489 milliards d'euros. La BCE a renouvelé cette opération fin février 2012 : 800 établissements bancaires ont participé à l'opération pour un montant de 529,5 milliards d'euros. Par ailleurs, la BCE a décidé d'accroître les disponibilités en liquidités en autorisant les banques centrales nationales de l'Eurosystème, à titre temporaire, à accepter des créances privées supplémentaires.

En janvier 2012, les prix des matières premières importées augmentent. Avec le froid et les tensions géopolitiques mais aussi avec la faiblesse de l'euro, le prix du pétrole brut, est de nouveau orienté à la hausse. Le prix du baril atteint désormais son plus haut historique en Europe.

2- Evolution conjoncturelle en Guyane

A l'image de l'indicateur du climat des affaires du département qui progresse fortement au 4^e trimestre 2011, l'activité des établissements de crédit est particulièrement bien orientée au cours des trois derniers mois de l'année. D'une part l'activité de collecte redémarre significativement avec un rebond marqué de l'encours des dépôts et d'autre part, la croissance du financement s'accélère nettement après avoir progressé modestement depuis le début de l'année.



Source : IEDOM, données SURFI

Les comportements financiers des agents économiques de Guyane font ressortir sur le 4^e trimestre 2011 :

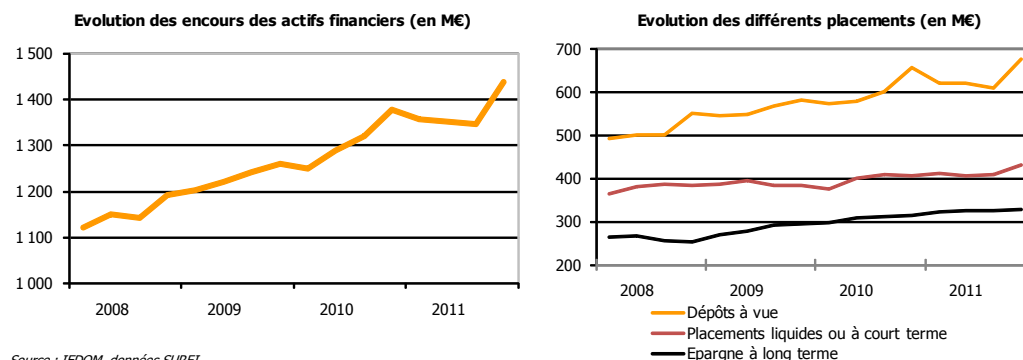
- un fort rebond de l'encours des dépôts à vue après neuf mois de recul,
- une reprise confirmée de la collecte de placements indexés sur les taux du marché,
- une croissance toujours solide du financement immobilier dans le département,
- une accélération de la croissance des crédits d'investissement aux entreprises.

2.1 L'évolution des actifs financiers

Rebond significatif de l'encours des actifs financiers au 4^e trimestre 2011

En recul depuis le début de l'année, l'encours des actifs financiers, qui s'établit à 1 439,1 M€ au 31 décembre 2011, se reprend significativement sur le dernier trimestre 2011, affichant la plus importante progression trimestrielle depuis fin 2006 (+ 7 %, soit + 93,9 M€). L'ensemble des segments de clientèle participent à cette évolution et plus particulièrement les entreprises dont l'encours bondit de 18,7 % (soit + 56,6 M€) sur le trimestre.

Toutefois, sur un an, la croissance de l'encours des actifs financiers ralentit (+ 4,5 %), se situant en dessous de son taux annuel moyen (+ 6,6 % de 2008 à 2010).

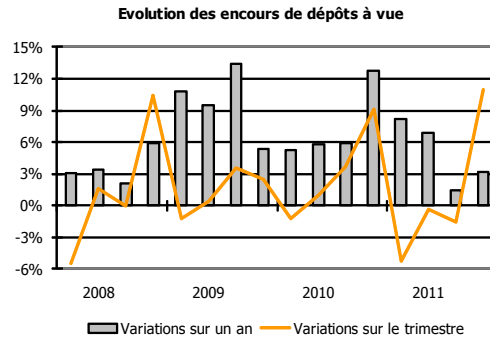


Source : IEDOM, données SURFI

Forte progression de l'encours des dépôts à vue

L'encours des dépôts à vue, après avoir reculé sur les neuf premiers mois de l'année, enregistre une forte progression au 4^e trimestre 2011 (+ 11 %, soit + 67,2 M€), pour s'établir à 677,5 M€ au 31 décembre 2011. Bien orientée sur l'ensemble des segments de clientèle, la collecte a été particulièrement importante sur le marché des entreprises avec une progression de l'encours de 20,8 % sur le trimestre (soit + 44,5 M€).

Sur un an, la collecte nette sur les dépôts à vue reste modérée, malgré ce rattrapage de fin d'année, avec une hausse de 3,2 % (soit + 21,1 M€) de l'encours contre 8 % en moyenne entre 2008 et 2010. A fin décembre 2011, les dépôts à vue, dont les ménages détiennent 48 % de l'encours (38 % pour les entreprises et 14 % pour les autres agents), représentent près de la moitié de l'épargne totale collectée par le système bancaire local.

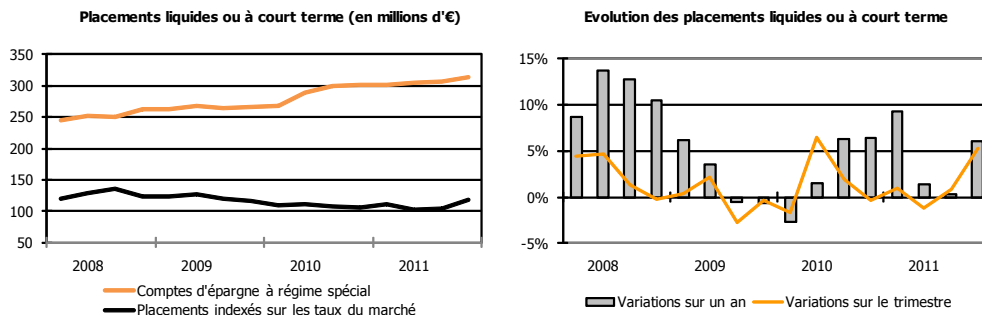


Source : IEDOM, données SURFI

Bonne orientation de la collecte de placements liquides ou à court terme

En relative stagnation depuis le début de l'année 2011, l'encours de placements liquides ou à court terme progresse sensiblement au 4^e trimestre (+ 5,3 %, soit + 21,8 M€) pour s'établir à 431,8 M€ à fin décembre. Bien orientée sur l'ensemble des segments de clientèle, la collecte nette est particulièrement significative sur le marché des entreprises (+ 14,4 % sur le trimestre, soit + 11,6 M€).

Sur un an, la collecte globale d'épargne liquide ou à court terme reste soutenue (+ 6 % en 2011, + 5,4 % en moyenne entre 2008 et 2010).



Source : IEDOM, données SURFI

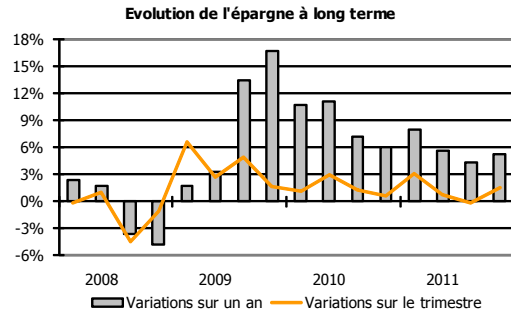
Au 4^e trimestre 2011, l'encours **des comptes d'épargne à régime spécial** poursuit sa progression ininterrompue depuis plus de deux ans (+ 2,3 % sur le trimestre, soit + 7 M€), pour s'établir à 313,4 M€ à fin décembre. Cette évolution positive s'explique essentiellement par une bonne collecte sur le segment des ménages, notamment sur les livrets A (+ 4,8 M€ d'encours) et sur les livrets ordinaires (+ 3,3 M€ d'encours). Sur un an, l'encours de l'épargne règlementée, en hausse de 4,2 %, affiche néanmoins une croissance divisée par deux par rapport à l'évolution moyenne de 8,3 % observée entre 2008 et 2010.

La reprise observée sur le segment des **placements indexés sur les taux du marché**, initiée au trimestre précédent, s'accélère significativement au cours des derniers mois de l'année (+ 14,3 %, soit + 14,8 M€). Cette performance s'explique autant par la bonne tenue des dépôts à terme qui poursuivent leur redressement (+ 12,1 %, soit + 6,4 M€) que par le retournement de tendance observé sur les OPCVM monétaires. Ainsi, après avoir atteint en début d'année son niveau le plus bas depuis 2007, l'encours des OPCVM monétaires enregistre un rebond de plus de 20 % sur le trimestre (+ 20,4 %, soit + 8,2 M€), porté par d'importants placements de trésorerie sur le segment des entreprises.

Légère croissance de l'épargne à long terme

L'encours d'épargne à long terme, détenu à 96 % par les ménages, repart à la hausse au 4^e trimestre (+ 1,5 %, soit + 4,9 M€), après avoir enregistré un léger recul au trimestre précédent, provoqué principalement par la chute des indices boursiers. Sur un an, la croissance de l'épargne à long terme s'inscrit dans la moyenne observée au cours des dernières années (+ 5,3 % en 2011 et + 6 % en moyenne entre 2008 et 2010).

La hausse de l'encours des plans d'épargne logement (+ 3,7 % sur le trimestre, soit + 3,1 M€) explique en partie cette évolution trimestrielle. De plus, et contrairement à la tendance observée au niveau national où l'assurance-vie a enregistré, en décembre, un cinquième mois de décollecte nette, l'encours progresse à nouveau au 4^e trimestre dans le département (+ 0,9 %, soit + 1,8 M€). Sur un an, la croissance de l'encours d'assurance-vie reste soutenue (+ 7,1 %, soit + 13 M€).

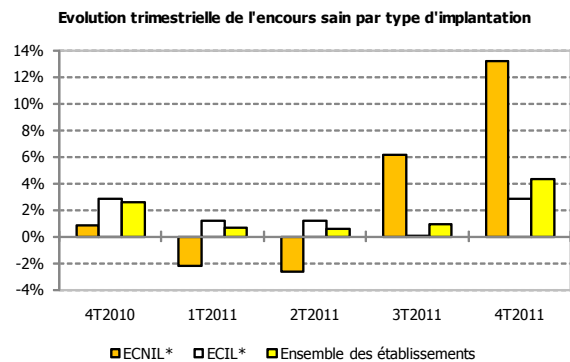


Source : IEDOM, données SURFI

2.2 L'évolution des passifs financiers

Accélération de la croissance de l'activité de financement au 4^e trimestre 2011

La croissance de l'encours sain de crédits du département, modérée depuis le début de l'année 2011, s'accélère nettement au 4^e trimestre (+ 4,3% sur le trimestre soit 97,3 M€). A l'image du trimestre précédent, cette évolution s'explique essentiellement par la bonne orientation de l'activité des établissements hors zone (+ 13,2 % sur le trimestre contre + 6,2 % le trimestre précédent), alors que dans le même temps, l'encours des établissements locaux augmente plus modestement (+ 2,8 % contre + 0,1 % au 3^e trimestre 2011). Le segment des entreprises s'affiche comme le principal bénéficiaire de cette progression des crédits octroyés par le système bancaire sur le trimestre (+ 68,9 M€ d'encours) loin devant celui des ménages (+ 14,2 M€ d'encours).



Source : IEDOM, données SURFI

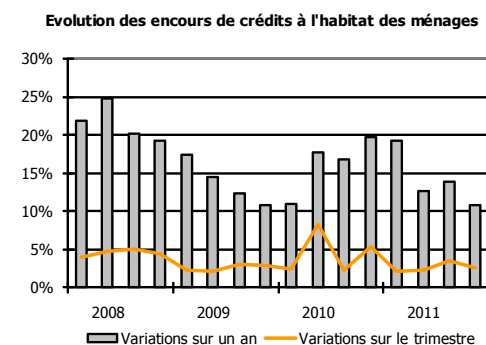
*ECNIL : établissements de crédit non implantés localement
*ECIL : établissements de crédit implantés localement

L'encours sain total de crédits du département, qui s'établit à 2 366 M€ au 31 décembre 2011, se répartit à 51 % pour le financement des entreprises contre 31 % pour les ménages et 16 % pour les collectivités locales (le solde de 2 % concerne les autres agents³). Sur un an, l'encours sain de crédits affiche une progression de 6,6 % contre une croissance annuelle moyenne de 8,3 % sur la période 2008-2010.

Croissance solide de l'endettement des ménages sur le trimestre

Soutenue principalement par le financement immobilier, la croissance de l'endettement global des ménages se poursuit au 4^e trimestre 2011 (+ 2 % après + 3 % au trimestre précédent). Sur un an, l'encours sain des ménages progresse de 7,9 % pour atteindre 733,2 M€ au 31 décembre 2011.

L'activité de financement de projets immobiliers reste globalement bien orientée au 4^e trimestre avec une progression de l'encours des crédits à l'habitat de 2,5 % (soit + 13,9 M€) à 564,9 M€ au 31 décembre 2011. En hausse significative de 10,8 %



Source : IEDOM, données SURFI

³ Les autres agents rassemblent les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales, les administrations de sécurité sociale et les ISBLSM (Institutions Sans But Lucratif aux Services des Ménages).

sur l'année, les crédits à l'habitat affichent néanmoins une croissance divisée par deux par rapport à l'année précédente (+ 19,7 % en 2010), qui avait été marquée notamment par des taux d'intérêt historiquement bas.

Après avoir fortement augmenté au cours des trois premiers trimestres de l'année, l'encours des comptes ordinaires débiteurs enregistre un léger recul au 4^e trimestre (- 3,3 %, soit - 0,4 M€). Sur un an, l'encours progresse néanmoins de plus de 40 % (+ 42 %, soit + 3,8 M€) alors qu'en moyenne, il avait augmenté de seulement 9,6 % par an entre 2008 et 2010.

Dynamisme du financement des entreprises au 4^e trimestre

Au 31 décembre 2011, l'endettement des entreprises s'établit à 1 214,6 M€, en hausse de 6 % sur le trimestre (soit + 68,9 M€ d'encours supplémentaires). Soutenue par le dynamisme de l'activité de financement de cette fin d'année, la croissance annuelle des encours de crédits aux entreprises s'établit à 7,5 %, soit au dessus de sa moyenne observée sur la période 2008-2010 (+6,6 %/an).

Le 4^e trimestre est marqué par une forte hausse de l'encours des crédits d'investissement (+ 11,7 %, soit + 45,1 M€), qui a doublé en moins de cinq ans dans le département pour atteindre 430,2 M€ au 31 décembre 2011. Porté notamment par le financement d'importants projets, en accompagnement de groupes Antillais qui s'implantent dans le département, l'encours des crédits d'investissement des entreprises a enregistré, en glissement annuel, une progression de + 22,2 % (soit + 78,1 M€). Cette évolution est plus de deux fois supérieure à la croissance annuelle moyenne observée au cours des trois années précédentes.

Stimulé par de nombreux programmes de construction de logements sociaux, l'encours de crédits à l'habitat augmente de plus de 20 M€ sur le trimestre, à 697,6 M€ à fin 2011, et représente 57 % des crédits octroyés au segment des entreprises.

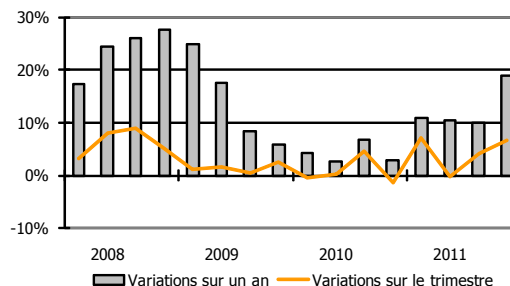
L'encours des crédits d'exploitation reste relativement stable au 4^e trimestre (- 0,9 %, soit - 0,7 M€). Sur un an, l'encours progresse de 8,9 % et témoigne d'un recours accru des entreprises aux financements bancaires à court terme. Le recours important à la mobilisation de créances commerciales se poursuit pour le troisième trimestre consécutif (+ 33,5 % sur le trimestre, + 46,8 % sur un an). En revanche, l'encours des comptes ordinaires débiteurs se contracte (- 17,1 %, soit - 5,7 M€) mais reste en forte progression sur un an (+ 28,8 %). Pour leur part, les crédits de trésorerie augmentent légèrement sur le trimestre (+ 2,6 %) mais enregistrent néanmoins un recul annuel (- 4,8 %).

Au 31 décembre 2011, l'encours de crédits déclarés au Service Central des Risques (SCR)⁴ de la Banque de France s'élève à 1 695,6 M€, en hausse de 3,6 % au 4^e trimestre. Cette progression se caractérise une nouvelle fois par la bonne tenue de l'activité immobilière (+ 3,7 %, soit + 32,9 M€) et par d'importants financements accordés au secteur de l'industrie et de l'énergie (+ 30,6 %, soit + 12,6 M€).

Croissance stable de l'encours de crédits du secteur public

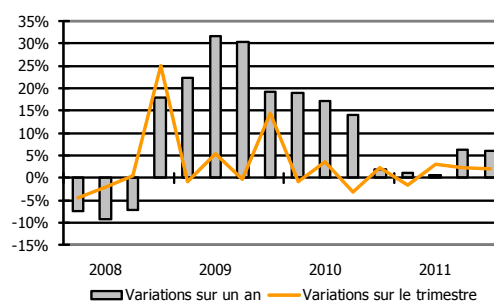
L'encours sain des crédits aux collectivités locales est orienté à la hausse sur le 4^e trimestre (+ 2,1 %, soit + 8 M€) à 388,5 M€ à fin décembre. Sur un an, l'endettement du secteur public affiche une solide progression (+ 6,2 %, + 22,7 M€), notamment avec la poursuite de la réhabilitation des quais du port de Dégrad-des-Cannes et la construction d'infrastructures scolaires et de transport.

Evolution des encours de crédits à l'équipement des entreprises



Source : IEDOM, données SURFI

Evolution des encours de crédits d'investissement des collectivités locales

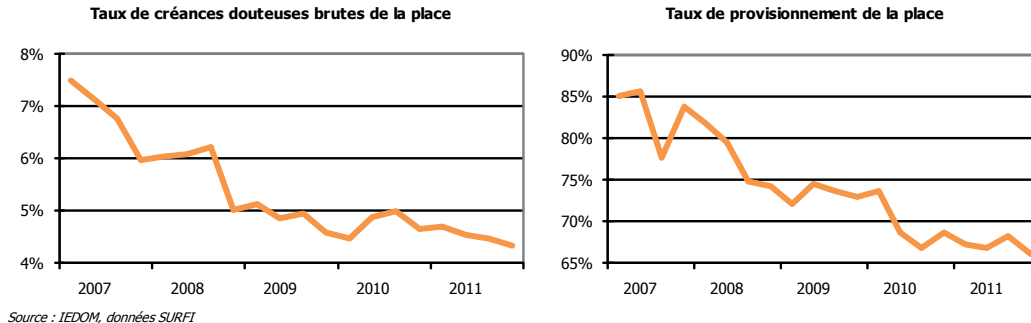


Source : IEDOM, données SURFI

⁴ Seuls les encours de crédits mobilisés et de crédit-bail sont pris en compte. Compte tenu du seuil de recensement (25 k€), les très petites entreprises ne sont pas comprises dans ces bases de données.

2.3 La vulnérabilité financière des agents économiques

Alors que l'encours brut des crédits consentis par les établissements implantés localement ne cesse de progresser, les mesures visant à réduire l'exposition au risque de contrepartie mises en œuvre par les banques de la place permettent de stabiliser le volume de créances déclassées. Dans ce contexte, le taux de créances douteuses brutes de la place s'oriente une nouvelle fois à la baisse (- 0,1 point) pour atteindre 4,3 % au 31 décembre 2011. Pour sa part, le taux de provisionnement se dégrade légèrement sur le trimestre (- 2,2 points à 66,1 % à fin décembre).



Aucun signe de dégradation des indicateurs de vulnérabilité n'est observé sur le segment des entreprises au cours des trois derniers mois de l'année. Le nombre de personnes morales en situation d'interdit bancaire reflue légèrement (- 1 % sur le trimestre à 684 au 31 décembre 2011). Dans le même temps, le montant cumulé des Incidents de Paiement sur Effets (IPE) diminue sensiblement de près de 40 % par rapport au trimestre précédent.

En revanche, les indicateurs de vulnérabilité concernant la clientèle des ménages ne montrent pas de signes d'amélioration au 4^e trimestre. Le nombre de personnes physiques en situation d'interdit bancaire poursuit sa progression (+ 1,4 % à 8 459 à fin décembre) alors que, pour sa part, le nombre de dossiers de surendettement déposés sur le trimestre reste soutenu (51 dossiers).

2.4 Les tendances du 1^e trimestre 2012 et les prévisions des professionnels pour le 2^e trimestre 2012

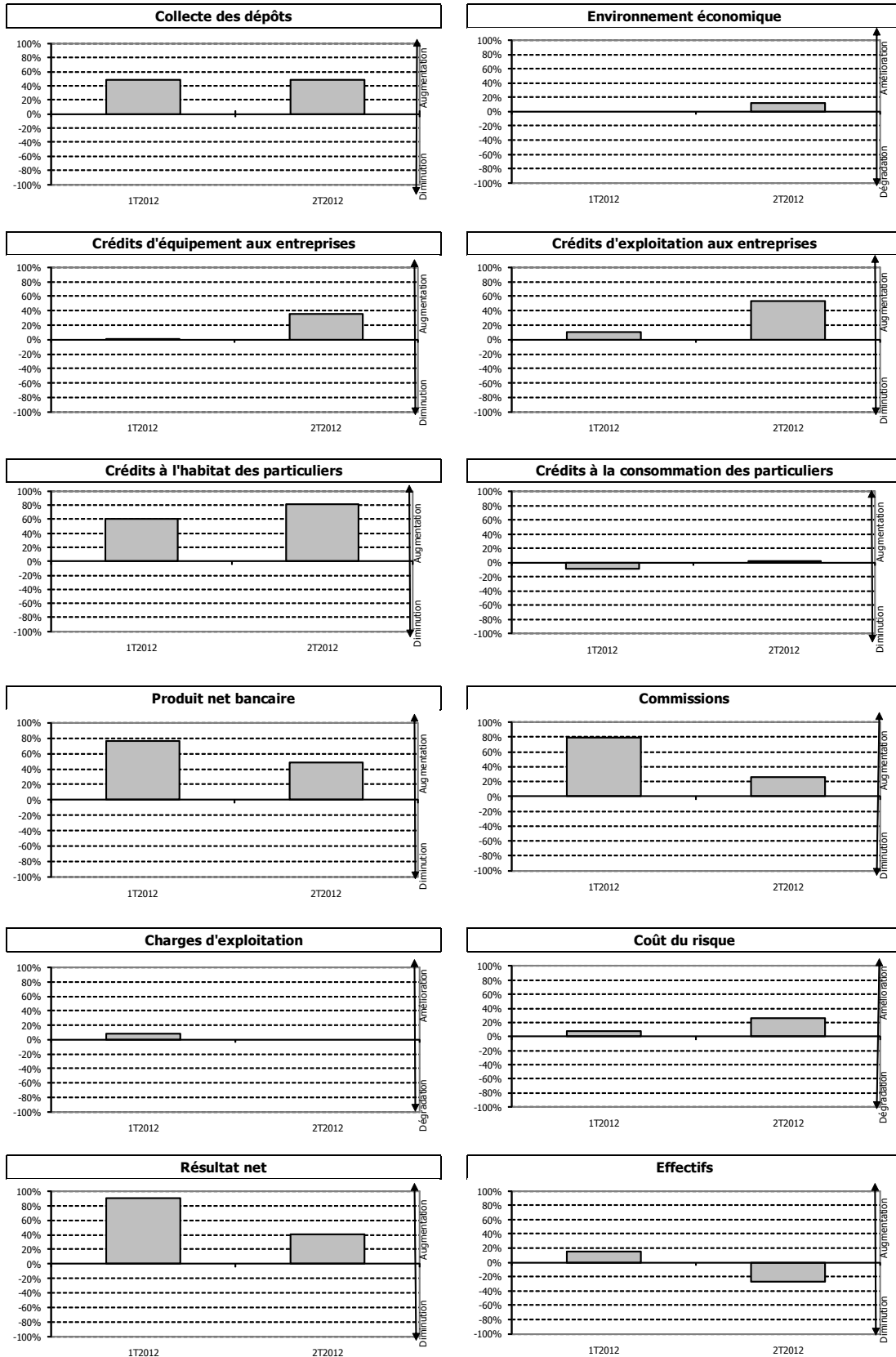
Au regard des résultats de l'enquête de conjoncture trimestrielle menée par l'IEDOM auprès des dirigeants des principaux établissements de la place, la croissance de l'activité du secteur bancaire serait modérée au premier trimestre 2012. Alors que le financement de l'habitat des ménages devrait rester soutenu, la demande de crédits à l'équipement des entreprises se stabiliserait, de même que celle des financements à court terme (crédits à la consommation des particuliers et crédits d'exploitation des entreprises). Pour sa part, la collecte des dépôts serait favorablement orientée. Dans un contexte de croissance limitée de l'activité, le fort développement des commissions devrait néanmoins permettre au PNB de croître sensiblement. Soutenu par une bonne maîtrise de ses charges d'exploitation et de son coût du risque, le secteur bancaire devrait dégager un résultat net en progression significative.

Les prévisions d'activité pour le deuxième trimestre 2012 apparaissent mieux orientées dans un contexte économique jugé plus positif. La demande de crédit, tant sur le marché des entreprises que sur celui des ménages, devrait se développer, au même titre que l'activité de collecte. Les résultats financiers devraient continuer à progresser, à la faveur de charges d'exploitation et d'un coût du risque toujours bien maîtrisés.

3- L'enquête auprès des principaux Etablissements de Crédit

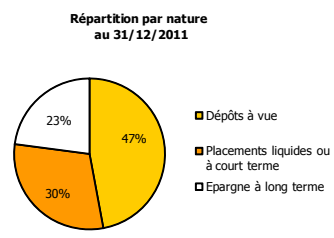
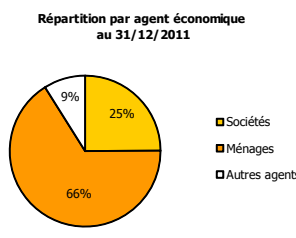
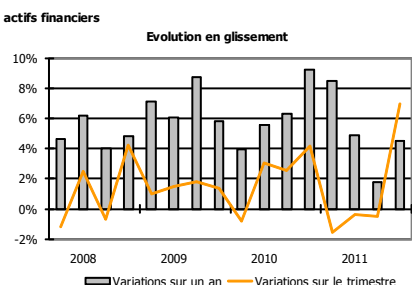
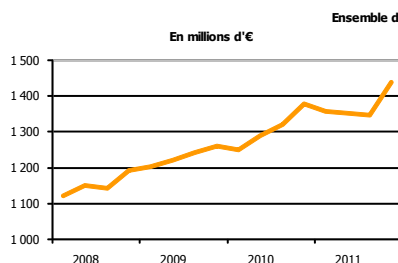
Prévisions issues des soldes d'opinion

Etablissements enquêtés : Banque postale, BDAF, BNPPG, CRCAMMG, FCMAG, CMAG, SOMAFI



4- Les actifs financiers de la clientèle non financière

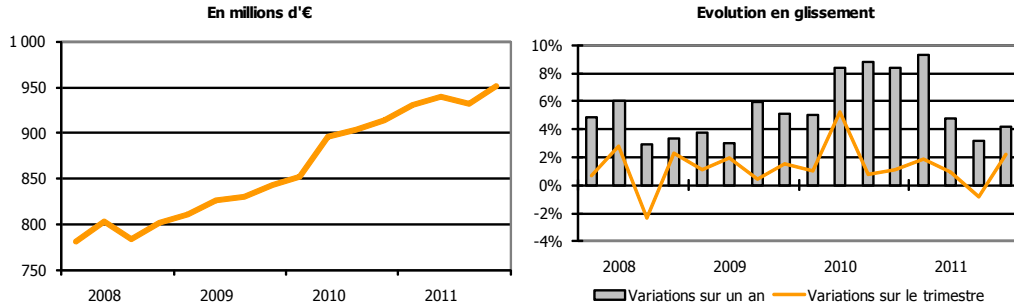
	Montants en millions d'euros								Variations en %	
	déc-07	déc-08	déc-09	déc-10	mars-11	juin-11	sept-11	déc-11	1 an	1 trim.
Sociétés non financières	256,2	270,5	293,6	320,5	302,5	293,9	301,8	358,4	11,8%	18,7%
Dépôts à vue	198,8	205,5	218,6	235,8	219,2	212,9	213,6	258,1	9,5%	20,8%
Placements liquides ou à court terme	53,1	61,8	69,8	79,3	77,2	74,1	80,7	92,3	16,4%	14,4%
<i>Comptes d'épargne à régime spécial</i>	0,4	0,3	0,5	23,5	17,8	18,1	22,9	18,3	-22,4%	-20,2%
<i>Placements indexés sur les taux de marché</i>	52,7	61,5	69,2	55,8	59,4	56,0	57,8	74,1	32,7%	28,1%
<i>Comptes à terme</i>	21,7	27,9	26,3	17,6	19,0	20,0	23,7	29,2	66,1%	22,8%
<i>OPCVM monétaires</i>	28,3	32,1	41,6	34,2	35,8	25,4	23,4	34,0	-0,7%	45,4%
<i>Certificats de dépôt</i>	2,7	1,4	1,4	4,0	4,6	10,5	10,7	10,9	172,5%	1,9%
Epargne à long terme	4,3	3,3	5,3	5,4	6,1	6,9	7,5	8,0	46,7%	6,2%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	4,0	3,0	3,1	3,5	4,1	4,6	5,2	5,0	42,9%	-2,8%
Ménages	775,8	802,0	843,1	913,5	930,7	939,2	931,7	952,0	4,2%	2,2%
Dépôts à vue	242,6	253,4	263,2	310,1	313,1	319,1	315,7	324,3	4,6%	2,7%
Placements liquides ou à court terme	273,4	300,2	291,4	298,7	305,2	305,4	302,2	309,7	3,7%	2,5%
<i>Comptes d'épargne à régime spécial</i>	231,7	256,0	256,9	265,0	271,6	275,2	272,8	282,2	6,5%	3,5%
<i>Livrets ordinaires</i>	72,0	78,7	81,5	83,3	87,6	87,4	86,6	89,9	7,9%	-3,8%
<i>Livrets A et bleus</i>	104,0	117,7	122,2	129,8	133,3	136,4	135,4	140,2	8,1%	3,6%
<i>Livrets jeunes</i>	4,4	4,7	2,7	2,6	2,4	2,4	2,3	2,3	-8,5%	2,3%
<i>Livrets d'épargne populaire</i>	15,9	15,9	10,7	9,1	7,5	7,5	7,4	7,6	-16,3%	2,2%
<i>Livrets de développement durable</i>	10,6	14,0	14,7	15,3	15,7	16,0	15,9	16,4	7,5%	3,3%
<i>Comptes d'épargne logement</i>	24,7	24,8	25,1	25,0	25,2	25,5	25,2	25,7	2,7%	2,0%
<i>Placements indexés sur les taux de marché</i>	41,7	44,2	34,5	33,7	33,6	30,2	29,4	27,5	-18,5%	-6,7%
<i>Comptes créditeurs à terme</i>	28,3	31,3	21,2	20,1	20,4	19,3	19,6	19,1	-4,9%	-2,5%
<i>Bons de caisse</i>	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
<i>OPCVM monétaires</i>	13,4	12,9	13,3	13,6	13,2	10,9	9,8	8,3	-38,7%	-14,9%
Epargne à long terme	259,8	248,3	288,5	304,6	312,5	314,7	313,8	318,0	4,4%	1,4%
<i>Plans d'épargne logement</i>	80,2	78,1	79,5	82,6	83,3	83,7	83,3	86,4	4,7%	3,7%
<i>Plans d'épargne populaire</i>	7,2	6,7	6,1	5,9	5,8	5,8	5,7	5,7	-2,0%	0,9%
<i>Autres comptes d'épargne</i>	1,2	1,1	1,0	0,8	0,9	0,8	1,0	0,9	7,6%	-12,1%
<i>Portefeuille-titres</i>	12,0	11,0	15,4	15,8	15,8	17,3	15,3	15,2	-4,0%	-0,6%
<i>OPCVM non-monétaires</i>	19,9	17,4	19,1	15,4	14,7	14,9	13,0	12,6	-18,1%	-3,3%
<i>Contrats d'assurance-vie</i>	139,2	133,9	167,4	184,2	192,2	192,3	195,4	197,2	7,1%	0,9%
Autres agents	104,0	118,6	123,6	143,0	122,9	118,4	111,6	128,6	-10,1%	15,2%
Dépôts à vue	80,0	93,5	100,1	110,5	89,5	87,6	80,9	95,0	-14,0%	17,4%
Placements liquides ou à court terme	22,1	23,3	21,8	29,3	29,2	27,1	27,1	29,8	1,9%	10,1%
<i>Comptes d'épargne à régime spécial</i>	5,4	6,2	9,1	12,1	11,3	11,1	10,7	12,9	6,1%	20,8%
<i>Placements indexés sur les taux de marché</i>	16,6	17,1	12,7	17,1	17,9	16,0	16,4	16,9	-1,1%	3,1%
<i>dont Comptes créditeurs à terme</i>	6,8	7,5	6,9	8,3	8,1	8,1	9,7	11,2	35,9%	15,5%
Epargne à long terme	1,9	1,7	1,8	3,2	4,3	3,7	3,6	3,8	16,3%	3,8%
Total actifs financiers	1 136,0	1 191,1	1 260,4	1 377,0	1 356,1	1 351,5	1 345,2	1 439,1	4,5%	7,0%
Dépôts à vue	521,4	552,4	581,9	656,4	621,8	619,6	610,3	677,5	3,2%	11,0%
Placements liquides ou à court terme	348,6	385,3	382,9	407,3	411,5	406,6	410,0	431,8	6,0%	5,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	237,5	262,6	266,5	300,7	300,7	304,4	306,3	313,4	4,2%	2,3%
<i>Livrets ordinaires</i>	76,4	83,4	87,4	92,5	95,9	95,9	94,6	99,8	7,8%	5,5%
<i>Livrets A et bleus</i>	104,8	118,7	125,2	156,2	154,0	157,1	160,9	161,5	3,4%	0,4%
<i>Livrets jeunes</i>	4,4	4,7	2,7	2,6	2,4	2,4	2,3	2,3	-8,5%	2,3%
<i>Livrets d'épargne populaire</i>	15,9	15,9	10,7	9,1	7,5	7,5	7,4	7,6	-16,2%	2,3%
<i>Livrets de développement durable</i>	10,6	14,0	14,7	15,3	15,7	16,0	15,9	16,4	7,4%	3,3%
<i>Comptes d'épargne logement</i>	24,7	24,8	25,1	25,0	25,2	25,5	25,2	25,7	2,7%	2,1%
Placements indexés sur les taux de marché	111,1	122,8	116,4	106,6	110,9	102,2	103,7	118,5	11,1%	14,3%
<i>Dépôts à terme</i>	56,7	66,7	54,3	45,9	47,5	47,4	53,1	59,5	29,6%	12,1%
<i>Bons de caisse</i>	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
<i>Titres de créances négociables</i>	2,7	1,4	1,4	4,0	4,6	10,5	10,7	10,9	172,5%	1,9%
<i>OPCVM monétaires</i>	51,6	54,6	60,7	56,7	58,8	44,2	39,9	48,1	-15,2%	20,4%
Epargne à long terme	266,0	253,3	295,5	313,3	322,8	325,3	324,9	329,8	5,3%	1,5%
Plans d'épargne logement	80,2	78,1	79,5	82,6	83,3	83,7	83,4	86,5	4,7%	3,7%
Plans d'épargne populaire	7,2	6,7	6,1	5,9	5,8	5,8	5,7	5,8	-2,0%	0,9%
Autres comptes d'épargne	1,2	1,1	1,0	0,8	0,9	0,8	1,0	0,9	7,6%	-12,1%
Actions	9,8	8,0	10,9	11,4	11,5	12,6	11,5	10,8	-5,7%	-6,7%
Obligations	3,2	4,0	7,4	7,1	7,4	8,3	7,3	8,5	20,3%	17,4%
OPCVM non monétaires	25,1	21,5	23,3	21,3	21,7	21,9	20,6	20,2	-5,4%	-2,0%
Contrats d'assurance-vie	139,2	133,9	167,4	184,2	192,2	192,3	195,4	197,2	7,1%	0,9%



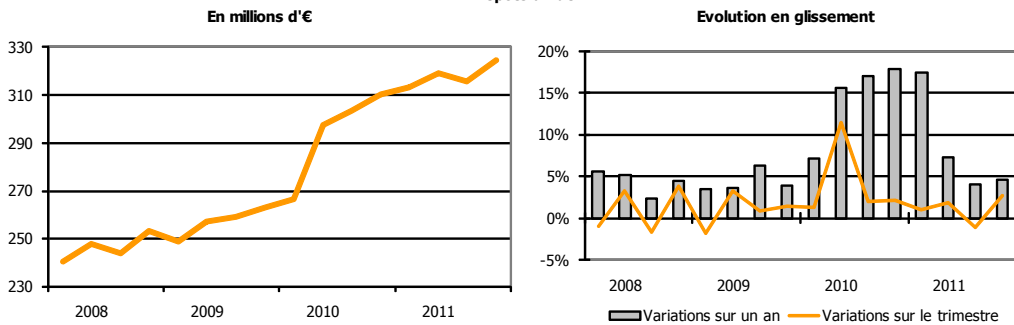
Source : IEDOM, données SURFI

Les avoirs des ménages

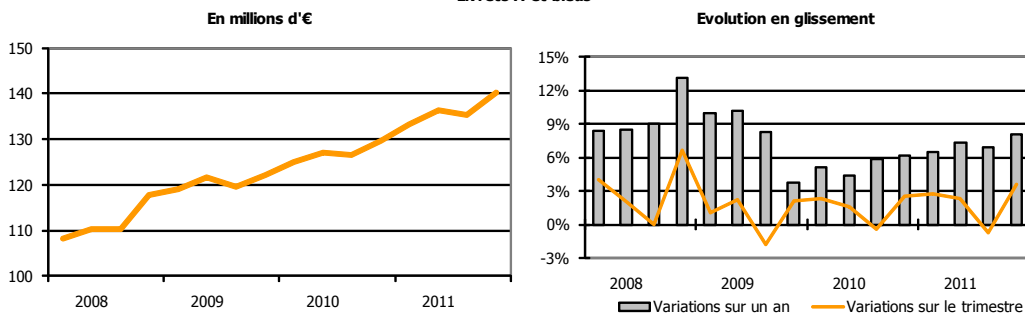
Ensemble des actifs ménages



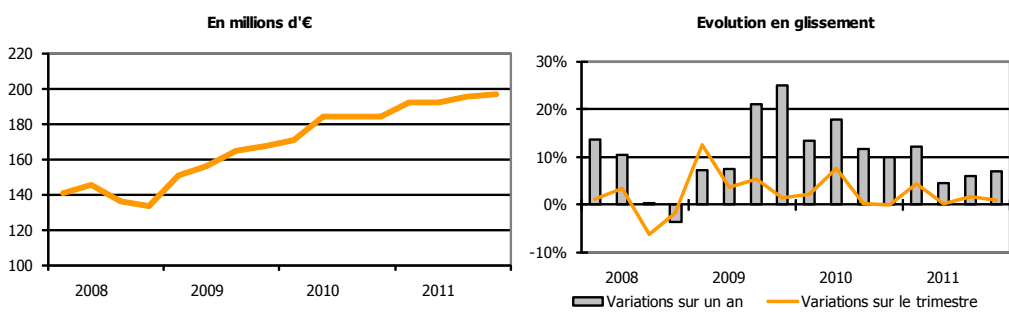
Dépôts à vue



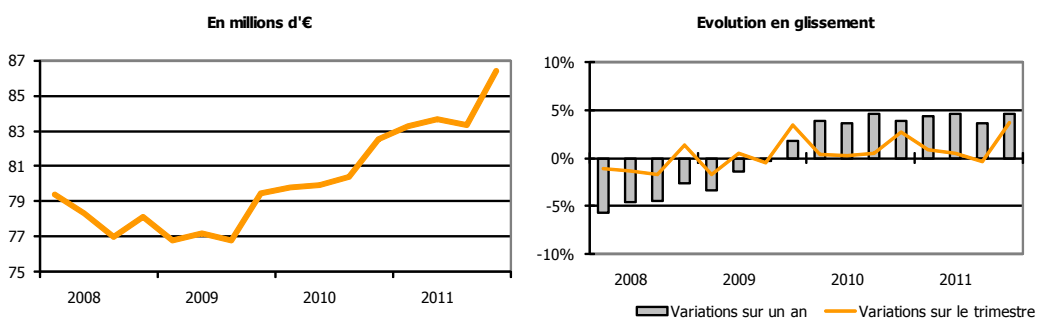
Livrets A et bleus



Contrats d'assurance-vie



Plans d'épargne logement



Source : IEDOM, données SURFI

Les avoirs des entreprises



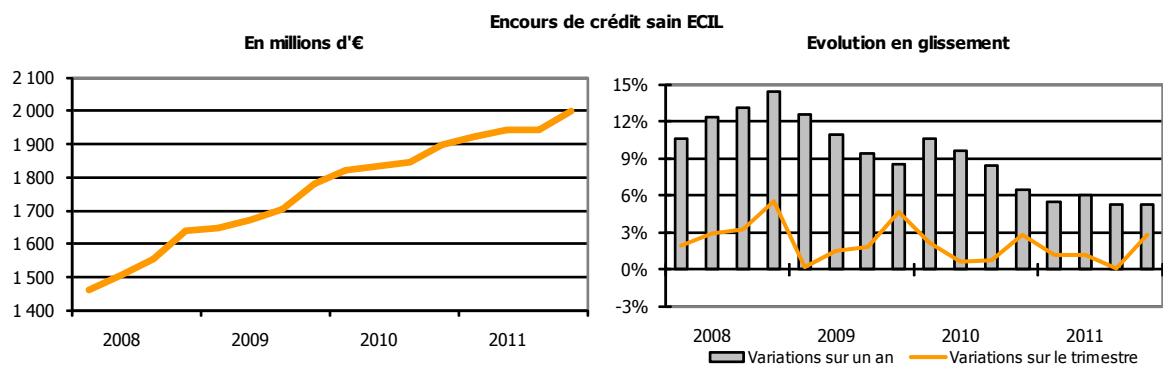
Source : IEDOM, données SURFI

5- Les passifs financiers de la clientèle non financière

5-1 Les concours consentis par les établissements de crédit implantés localement (ECIL)

	Montant en millions d'euros								Variations	
	déc-07	déc-08	déc-09	déc-10	mars-11	juin-11	sept-11	déc-11	1 an	1 trim.
Entreprises										
Crédits d'exploitation	87,2	95,9	74,9	65,0	59,2	75,2	72,8	71,4	9,9%	-1,9%
<i>Créances commerciales</i>	7,2	8,5	8,6	6,9	5,1	6,2	7,7	10,2	49,3%	33,3%
<i>Crédits de trésorerie</i>	46,2	49,3	42,3	37,0	36,3	34,2	32,2	33,9	-8,2%	5,5%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	11,2	10,1	8,9	6,9	6,6	6,2	6,3	7,0	1,9%	10,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	33,7	38,1	24,0	21,2	17,8	34,8	33,0	27,3	28,9%	-17,3%
<i>Affecturage</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Crédits d'investissement	156,9	200,2	225,9	233,8	241,6	240,4	242,8	246,3	5,4%	1,4%
<i>Crédits à l'équipement</i>	139,6	183,0	207,9	214,6	221,5	220,2	224,1	224,7	4,7%	0,3%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	11,1	13,2	12,6	25,2	24,0	23,9	22,4	23,5	-6,8%	4,8%
<i>Crédit-bail</i>	17,3	17,2	18,0	19,2	20,1	20,2	18,8	21,6	12,4%	15,0%
Crédits à l'habitat	551,8	604,4	645,2	668,4	687,3	654,2	644,0	669,2	0,1%	3,9%
Autres crédits	3,8	3,4	3,2	4,3	4,9	4,9	5,3	6,0	37,0%	12,8%
Encours sain	799,8	903,9	949,2	971,5	993,0	974,7	964,9	992,9	2,2%	2,9%
Ménages										
Crédits à la consommation	168,9	170,8	168,5	166,9	163,9	162,1	164,5	164,5	-1,5%	0,0%
<i>Crédits de trésorerie (1)</i>	154,2	154,1	148,9	144,1	140,0	136,7	135,4	137,1	-4,9%	1,2%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	6,8	7,2	7,8	9,0	10,1	11,7	13,2	12,8	42,2%	-3,3%
<i>Crédit-bail</i>	7,9	9,5	11,8	13,8	13,9	13,8	15,8	14,6	5,6%	-7,9%
Crédits à l'habitat	306,0	371,5	415,4	508,2	518,9	530,8	549,3	562,9	10,8%	2,5%
Autres crédits	3,9	2,9	0,5	0,1	0,1	0,3	0,3	0,2	208,1%	-11,4%
Encours sain	478,9	545,1	584,4	675,2	682,8	693,3	714,0	727,6	7,8%	1,9%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	0,8	0,2	1,2	18,9	0,7	1,2	456,2%	75,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,0	0,0	0,8	0,2	1,2	18,9	0,7	1,2	456,2%	75,6%
Crédits d'investissement	131,2	171,1	229,6	235,9	232,7	245,7	254,0	263,6	11,7%	3,8%
<i>Crédits à l'équipement</i>	131,2	171,1	229,6	235,9	232,7	245,6	254,0	263,6	11,7%	3,8%
<i>Crédit-bail</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-32,5%	-11,2%
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Autres crédits	2,3	1,1	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7	0,5	-30,9%	-19,4%
Encours sain	133,6	172,2	231,1	236,9	234,7	265,2	255,3	265,3	12,0%	3,9%
Autres agents										
Encours sain	22,5	20,7	17,5	14,7	10,3	9,6	9,6	12,5	-15,1%	30,2%
Total encours sain	1434,7	1641,9	1782,2	1898,3	1920,8	1942,8	1943,9	1998,3	5,3%	2,8%
Créances douteuses brutes	91,2	86,9	85,7	92,8	94,7	92,5	90,8	90,8	-2,2%	0,0%
Provisions	76,4	64,5	62,5	63,7	63,7	61,8	62,0	60,0	-5,9%	-3,2%
Créances douteuses nettes	14,8	22,4	23,2	29,1	31,1	30,7	28,8	30,8	6,0%	7,0%
<i>dont Entreprises</i>	8,7	10,2	12,5	21,0	21,3	21,0	20,4	21,6	2,7%	6,0%
<i>dont ménages</i>	6,2	12,1	10,6	7,9	8,8	9,7	8,4	9,2	15,8%	9,5%
Total encours brut	1525,9	1728,8	1867,9	1991,1	2015,5	2035,3	2034,6	2089,1	4,9%	2,7%
Taux de créances douteuses	6,0%	5,0%	4,6%	4,7%	4,7%	4,5%	4,5%	4,3%	-0,3 pt	-0,1 pt
Taux de provisionnement	83,8%	74,2%	72,9%	68,7%	67,2%	66,8%	68,3%	66,1%	-2,6 pts	-2,2 pts

(1) les données présentées ne tiennent pas compte de l'arrivée d'un nouvel intervenant sur le marché du crédit de trésorerie

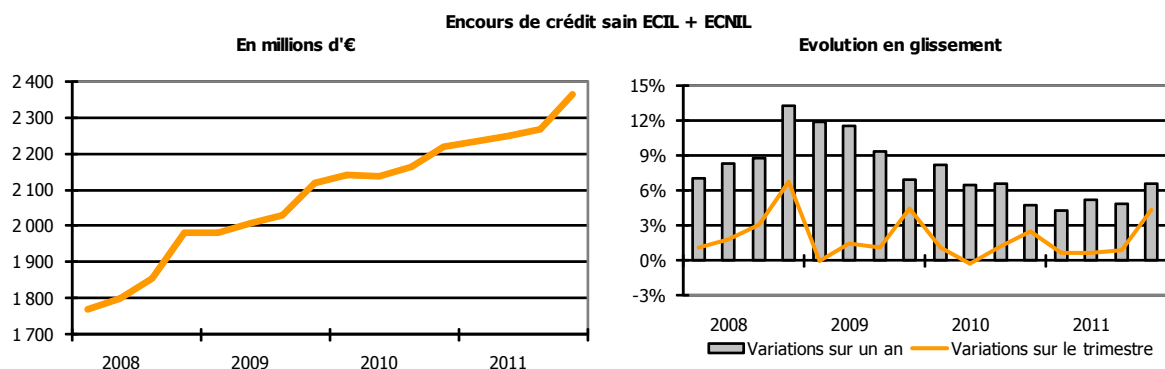


Source : IEDOM, données SURFI

5-2 Les concours consentis sur la place par l'ensemble des établissements de crédit

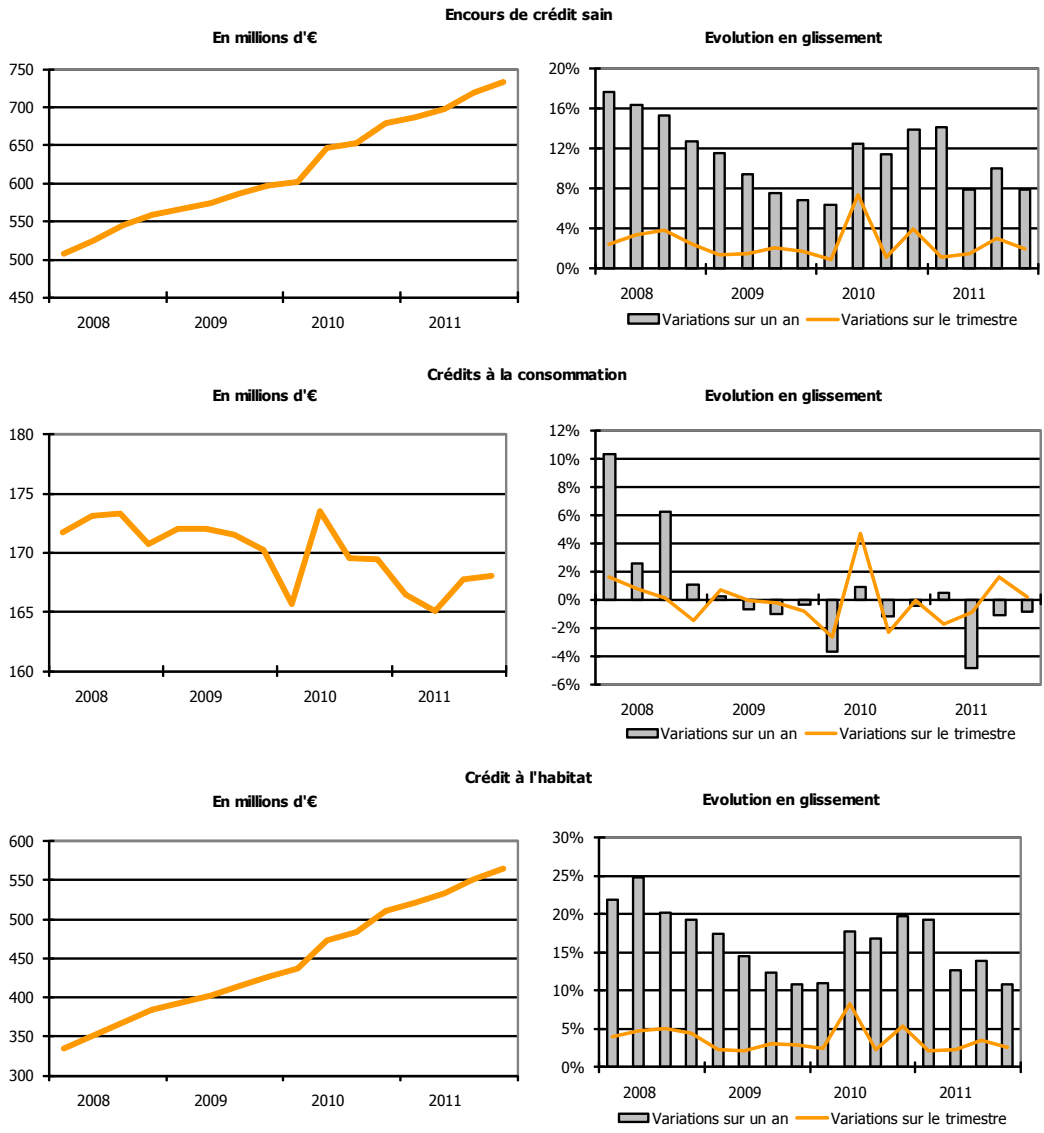
	Montant en millions d'euros								Variations en %	
	déc-07	déc-08	déc-09	déc-10	mars-11	juin-11	sept-11	déc-11	1 an	1 trim.
Entreprises										
Crédits d'exploitation	91,7	109,5	88,2	74,2	66,8	81,8	81,5	80,8	8,9%	-0,9%
<i>Créances commerciales</i>	9,2	12,6	17,2	7,0	5,1	6,3	7,7	10,3	46,8%	33,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	46,9	52,9	45,2	38,5	38,0	35,8	35,8	36,7	-4,8%	2,6%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	11,2	10,1	9,1	7,1	6,9	6,5	6,5	7,2	1,5%	10,7%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	35,6	43,1	25,1	21,6	18,2	35,5	33,5	27,8	28,8%	-17,1%
<i>Affacturage</i>	0,0	0,9	0,6	7,1	5,5	4,2	4,5	6,1	-14,5%	33,6%
Crédits d'investissement	268,5	345,6	355,4	352,1	369,7	369,2	385,1	430,2	22,2%	11,7%
<i>Crédits à l'équipement</i>	202,9	259,3	274,3	282,5	303,0	302,3	314,8	336,0	19,0%	6,8%
<i>dont entrepreneurs individuels</i>	22,5	23,1	21,5	37,8	36,7	37,8	35,8	38,7	2,3%	8,0%
<i>Crédit-bail</i>	65,6	86,3	81,1	69,6	66,7	66,9	70,4	94,2	35,3%	33,8%
Crédits à l'habitat	574,1	624,5	677,8	699,2	717,3	684,1	673,8	697,6	-0,2%	3,5%
Autres crédits	3,8	3,4	3,2	4,3	4,9	4,9	5,3	6,0	37,0%	12,8%
Encours sain	938,1	1082,9	1124,6	1129,9	1158,8	1140,0	1145,7	1214,6	7,5%	6,0%
Ménages										
Crédits à la consommation	169,0	170,8	170,2	169,5	166,5	165,1	167,7	168,1	-0,8%	0,2%
<i>Crédits de trésorerie (1)</i>	154,2	154,1	150,6	146,6	142,5	139,5	138,6	140,7	-4,1%	1,5%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	6,9	7,2	7,8	9,0	10,1	11,8	13,3	12,8	42,0%	-3,3%
<i>Crédit-bail</i>	7,9	9,5	11,8	13,8	13,9	13,8	15,8	14,6	5,6%	-7,9%
Crédits à l'habitat	322,3	384,5	426,0	509,9	520,6	532,5	551,0	564,9	10,8%	2,5%
Autres crédits	3,9	2,9	0,5	0,1	0,1	0,3	0,3	0,2	208,1%	-11,4%
Encours sain	495,1	558,2	596,7	679,4	687,2	697,9	719,0	733,2	7,9%	2,0%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	0,5	2,5	2,3	0,3	1,4	18,9	0,7	1,3	340,7%	74,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	0,5	2,5	1,6	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	1,4%	59,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,0	0,0	0,8	0,2	1,2	18,9	0,7	1,2	456,2%	75,6%
Crédits d'investissement	255,1	300,6	358,5	364,8	359,2	370,4	379,1	386,7	6,0%	2,0%
<i>Crédits à l'équipement</i>	254,7	300,1	358,1	364,6	359,0	370,2	379,0	386,6	6,0%	2,0%
<i>Crédit-bail</i>	0,5	0,5	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	-45,7%	-17,3%
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
Autres crédits	2,3	1,1	0,8	0,8	0,8	0,7	0,7	0,5	-30,9%	-19,4%
Encours sain	258,0	304,1	361,6	365,9	361,3	390,0	380,5	388,5	6,2%	2,1%
Autres agents										
Encours sain	58,8	36,1	36,2	44,5	27,8	21,0	23,4	29,7	-33,4%	26,6%
Total encours sain	1750,0	1981,3	2119,2	2219,7	2235,0	2248,8	2268,7	2366,0	6,6%	4,3%
Créances douteuses brutes	106,7	103,2	91,5	101,3	102,1	99,8	98,2	98,2	-3,1%	0,0%
Provisions	76,4	64,5	62,6	63,9	63,8	61,9	62,2	60,2	-5,8%	-3,2%
Créances douteuses nettes	30,3	38,7	28,9	37,4	38,3	37,9	36,0	38,0	1,5%	5,4%
<i>dont Entreprises</i>	20,3	20,3	16,0	27,6	27,8	27,4	26,9	28,0	1,7%	4,2%
<i>dont ménages</i>	9,5	14,9	12,2	8,4	9,2	10,2	8,8	9,7	14,7%	9,5%
Total encours brut	1856,7	2084,5	2210,6	2321,0	2337,1	2348,6	2366,9	2464,2	6,2%	4,1%
Taux de créances douteuses	5,7%	4,9%	4,1%	4,4%	4,4%	4,2%	4,1%	4,0%	-0,4 pt	-0,2 pt
Taux de provisionnement	71,6%	62,5%	68,4%	63,1%	62,5%	62,0%	63,3%	61,3%	-1,7 pt	-2 pts

(1) les données présentées ne tiennent pas compte de l'arrivée d'un nouvel intervenant sur le marché du crédit de trésorerie



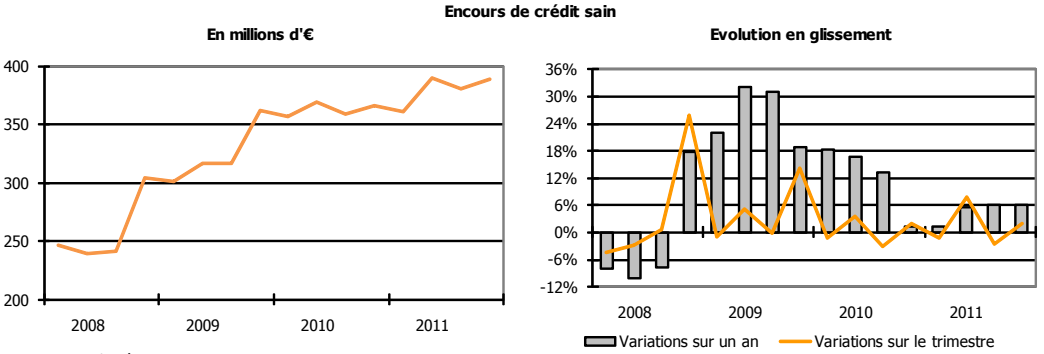
Source : IEDOM, données SURFI

L'endettement des ménages



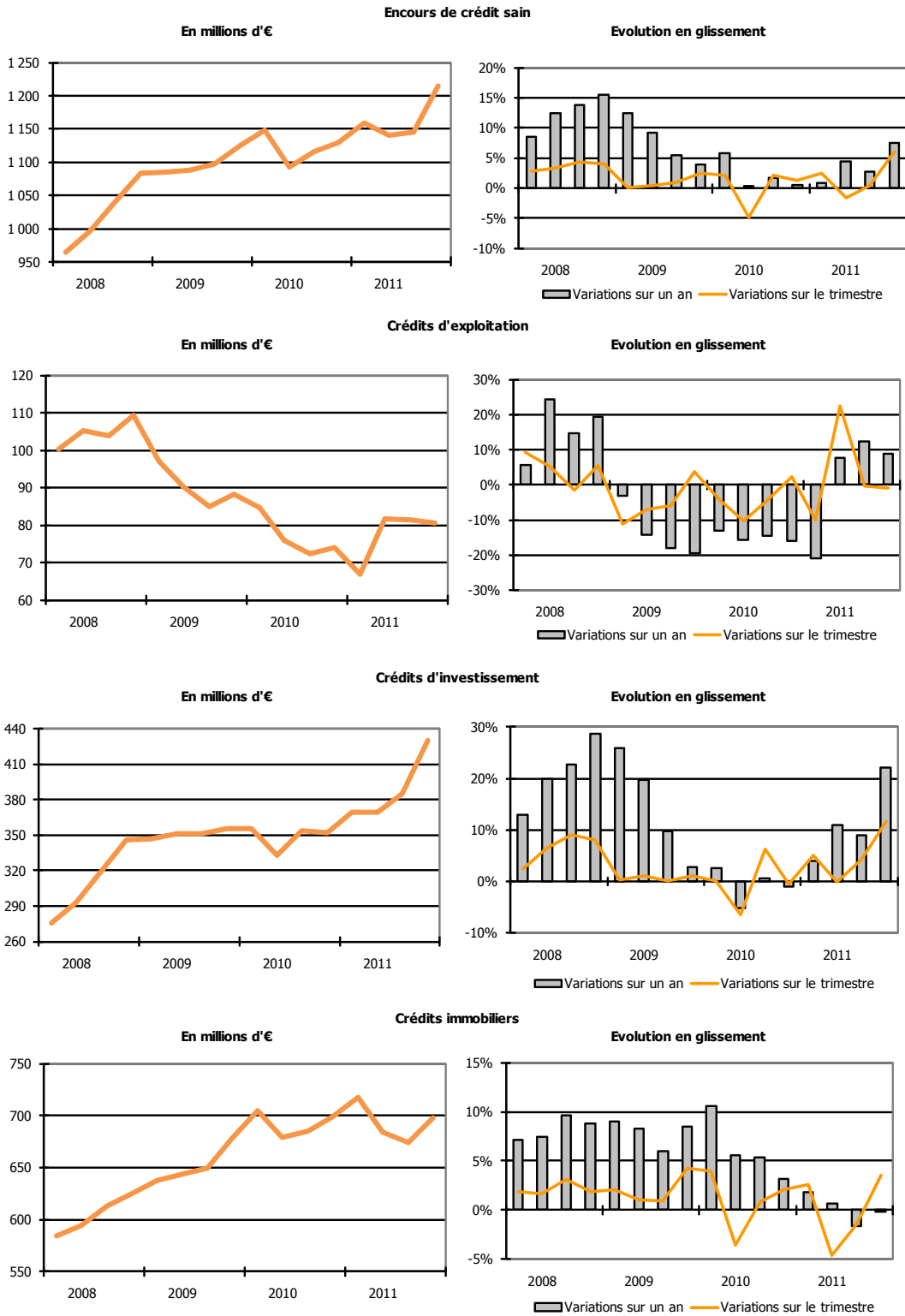
Source : IEDOM, données SURFI

L'endettement des collectivités locales



Source : IEDOM, données SURFI

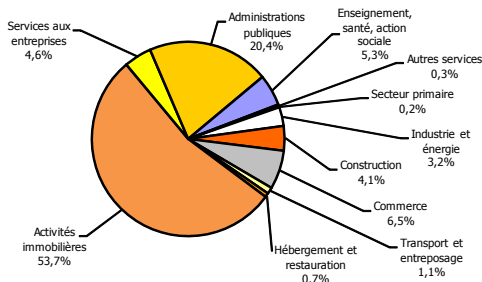
L'endettement des entreprises



Source : IEDOM, données SURFI

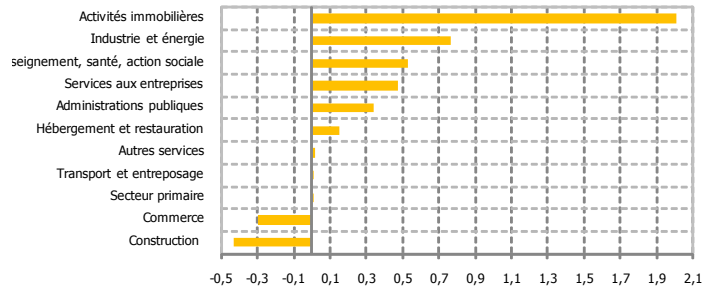
6- Les risques sectoriels⁵

Répartition des risques par secteur au 31/12/2011



Source : SCR de la Banque de France

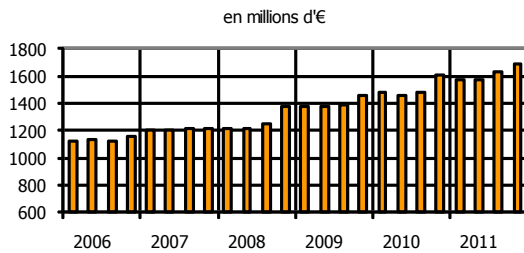
Contribution (en point) des secteurs d'activité à l'évolution trimestrielle de l'encours des risques déclarés au SCR au 31/12/2011 (+ 3,6 %)



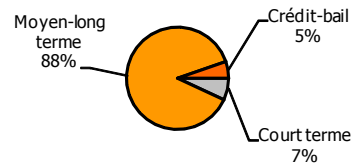
Source : SCR de la Banque de France

Evolution globale des risques déclarés au SCR de la Banque de France

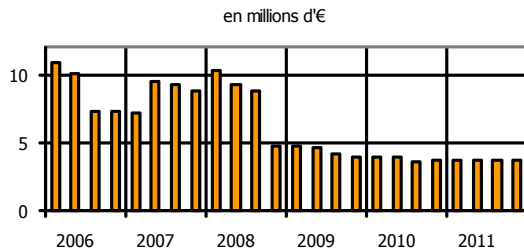
Ensemble des secteurs



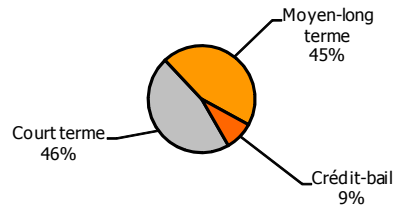
Structure en %



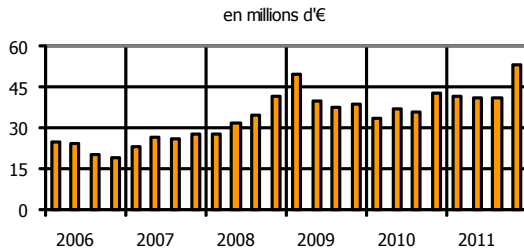
Secteur primaire



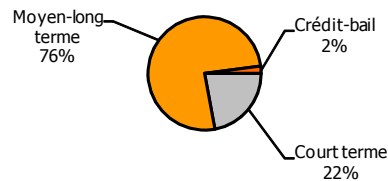
Structure en %



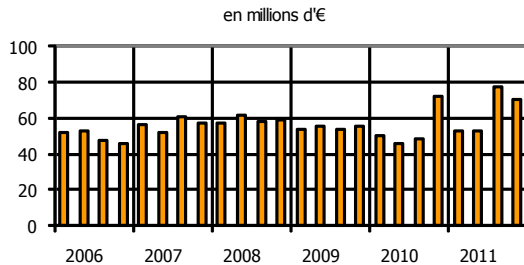
Industrie et énergie



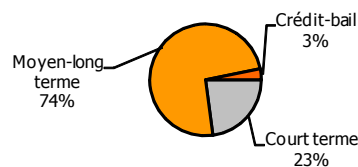
Structure en %



Construction

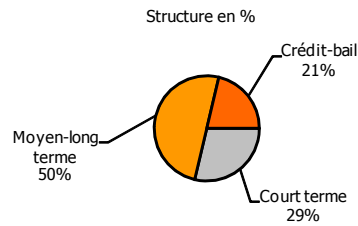
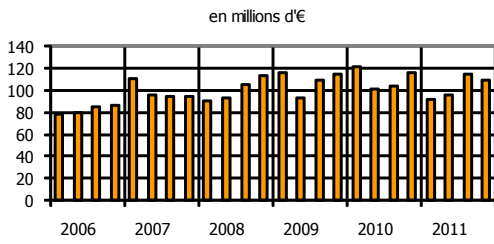


Structure en %

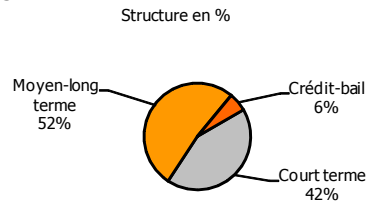
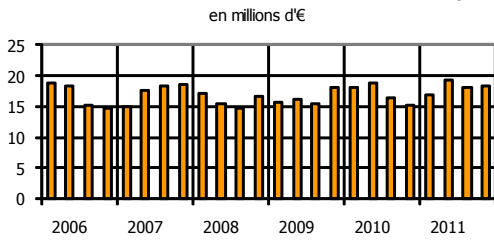


⁵ Seuls les encours mobilisés (les crédits à court terme (CT), les crédits à moyen-long terme (MLT) et les crédits-bails) sont pris en compte dans cette étude. Les encours mobilisables de hors-bilan ne sont pas répertoriés. Les déclarations au SCR peuvent être actualisées par les établissements de crédit pendant un an. Il convient de garder une interprétation prudente de ces données en raison par ailleurs d'un taux de rejets des déclarations non-conformes relativement élevé dans les DCOM. En outre, compte tenu du seuil de recensement (25 k€), les très petites entreprises ne sont pas comprises dans ces bases de données.

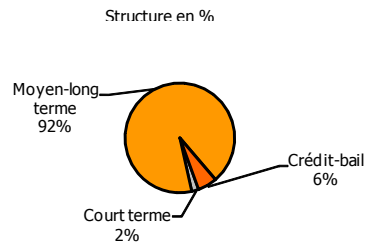
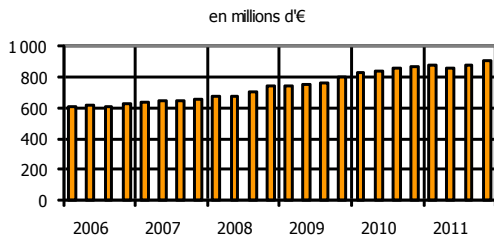
Commerce



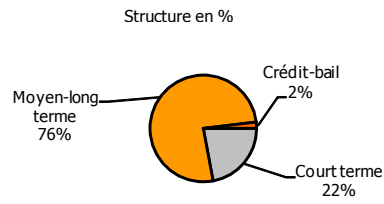
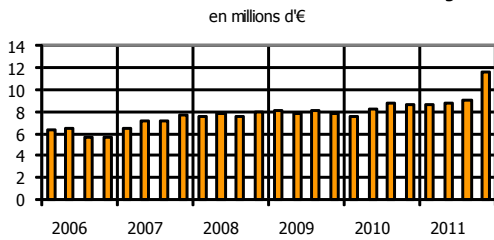
Transport et entreposage



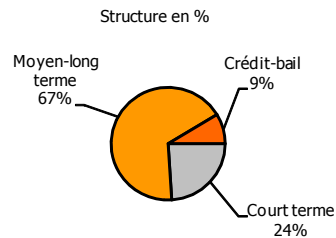
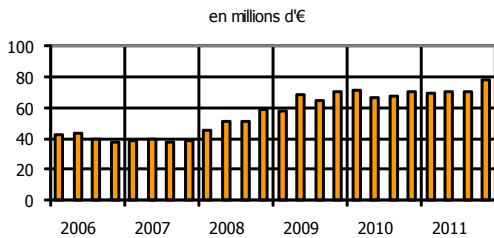
Activités immobilières



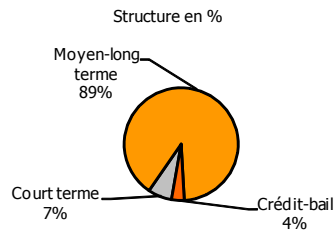
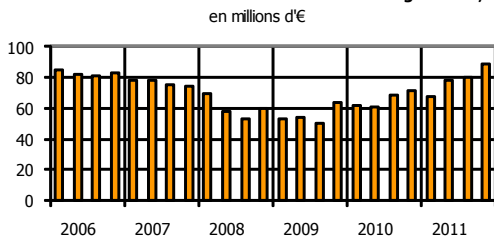
Hébergement et restauration



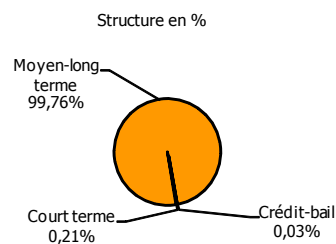
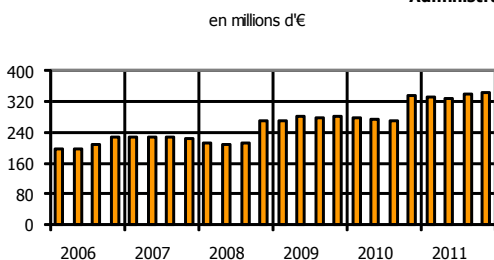
Services aux entreprises



Enseignement, santé et action sociale



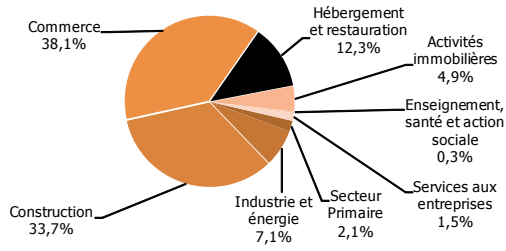
Administrations publiques



Source : SCR de la Banque de France

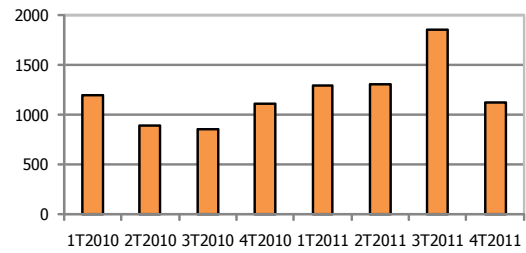
7- Indicateurs de vulnérabilité

Répartition par secteur des Incidents de Paiement sur Effets en valeur au 4ème trimestre 2011

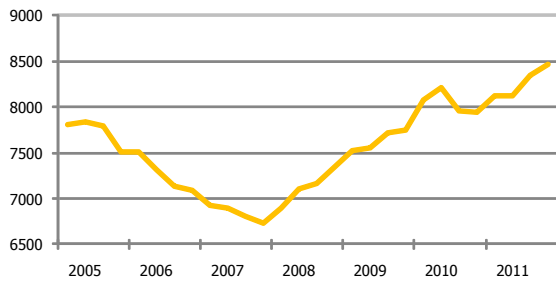


Source : FIBEN

Incidents de paiement sur effets (IPE) en milliers d'€

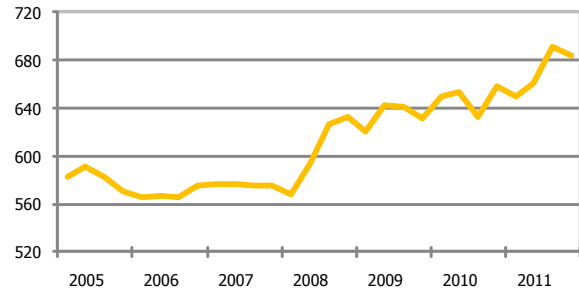


Nombre de personnes physiques en interdit bancaire



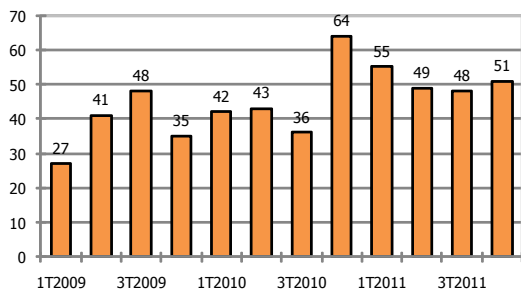
Source : IEDOM

Nombre de personnes morales en interdit bancaire



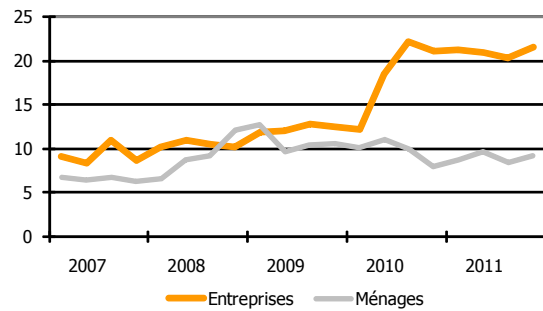
Source : IEDOM

Nombre de dossiers déposés auprès de la Commission de surendettement de l'IEDOM



Source : IEDOM

Créances douteuses nettes de la place en millions d'€



Source : IEDOM, données SURFI

8- Rappel des taux

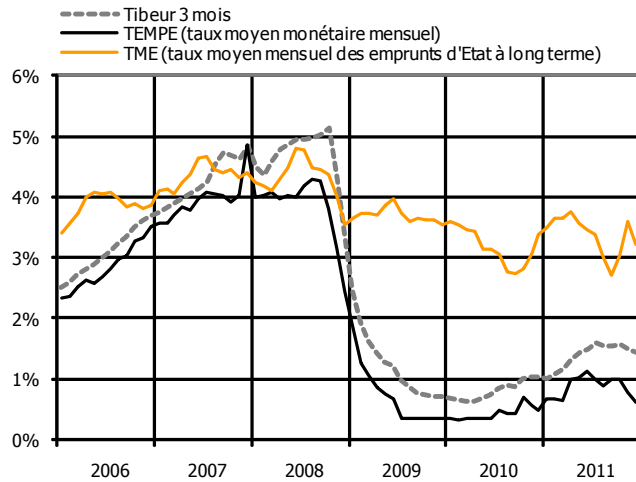
8-1 Taux réglementés

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPEENNE	
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème (14/12/11)	1,00%
Taux de la facilité de dépôt (14/12/11)	0,25%
Taux de la facilité de prêt marginal (14/12/11)	1,75%

TAUX DE L'EPARGNE REGLEMENTEE (depuis le 1er Août 2011)		
Livret A et bleu	LDD	LEP
2,25%	2,25%	2,75%
PEL*	CEL*	
2,50%	1,50%	
TAUX D'INTERET LEGAL		
ANNEE 2011 (JO du 03/02/11)		0,38%
ANNEE 2010 (JO du 11/02/10)		0,65%

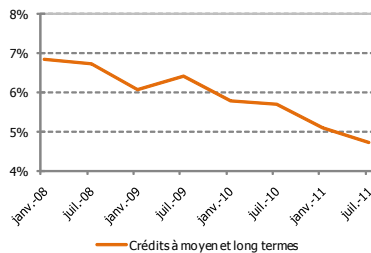
* hors prime d'Etat

8-2 Principaux taux de marché



8-3 Enquête sur le coût du crédit aux entreprises

Evolution du taux des crédits à moyen et long termes en Guyane



Source : IEDOM

Taux moyen pondéré

	janv-08	juil-08	janv-09	juil-09	janv-10	juil-10	janv-11	juil-11
Crédits à moyen et long termes	6,85%	6,72%	6,07%	6,40%	5,79%	5,69%	5,09%	4,72%

8-4 Taux de l'usure

Est considéré comme usuraire tout prêt dont le taux effectif global (ou TEG) excède, au moment où il est consenti, le taux d'usure publié en application de l'article 1er de la loi n°66-1010 du 28 décembre 1996. Calculés trimestriellement, les seuils de l'usure s'appliquent pour une durée de trois mois et sont publiés au journal officiel. L'article 32 de la loi n° 2003-721 du 1er août 2003 pour l'initiative économique sort du champ de la réglementation relative à l'usure les prêts consentis à une personne morale se livrant à une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale, à l'exception des découverts en compte.

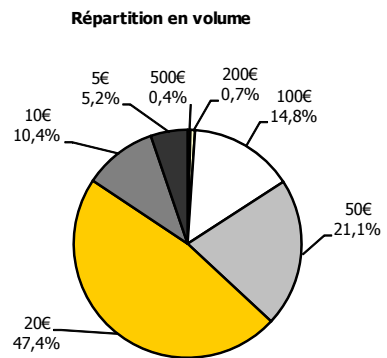
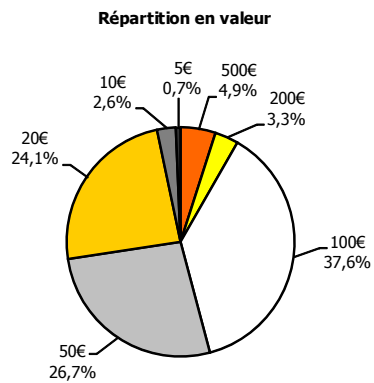
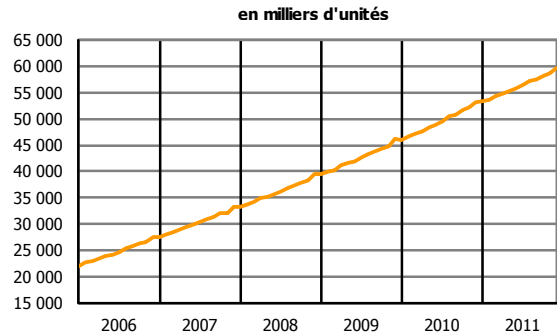
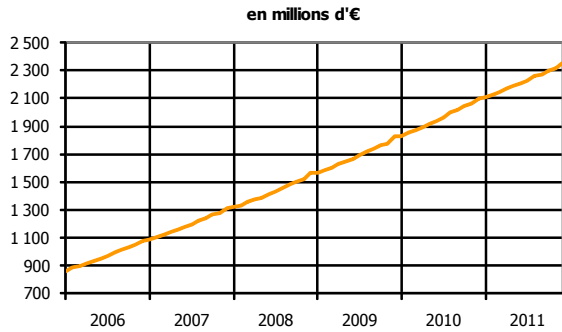
Catégorie	Plafonds de l'usure applicables sur la période						
	4T2010	1T2011	2T2011	3T2011	4T2011	1T2012	
PARTICULIERS	<u>Prêts immobiliers</u>						
	- Prêts à taux fixe	5,60%	5,51%	5,61%	5,97%	6,23%	6,24%
	- Prêts à taux variable	5,05%	4,96%	5,01%	5,33%	5,61%	5,83%
	- Prêts relais	6,27%	5,88%	5,99%	6,07%	6,28%	6,43%
	<u>Autres prêts</u>						
- Prêts d'un montant < ou = à 1524 €(*)	21,32%	21,31%	21,47%	21,41%	21,03%	20,65%	
- Découverts en compte, crédits renouvelables et financements d'achats ou de ventes à tempérament > à 1524 € et < ou = à 3000 €(*)	19,32%	19,67%	19,53%	19,37%	19,27%	19,50%	
- Prêts personnels et autres prêts > à 1524 € et < ou = à 3000 €	8,15%	7,77%	8,03%	11,22%	12,76%	13,98%	
ENTREPRISES	- Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament		9,12%	9,13%	9,61%	9,67%	
	- Prêts d'une durée supérieure à 2 ans, à taux variable		5,01%	5,29%	5,52%	5,45%	
	- Prêt d'une durée supérieure à 2 ans, à taux fixe		5,77%	6,08%	6,36%	6,29%	
	- Découvert en compte (**)	13,59%	13,77%	13,77%	13,88%	13,84%	13,80%
	- Autres prêts d'une durée initiale inf. ou égale à 2 ans			5,65%	6,00%	6,36%	6,53%

(*) Pour apprécier le caractère usuraire du taux effectif global d'un découvert en compte ou d'un prêt permanent, le montant à prendre en considération est celui du crédit effectivement utilisé.

(**) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois.

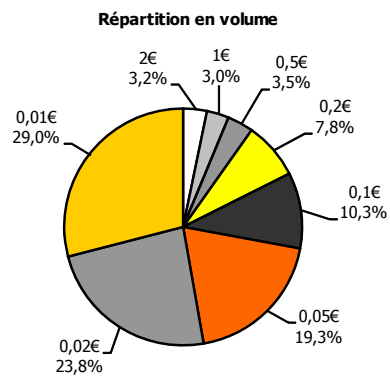
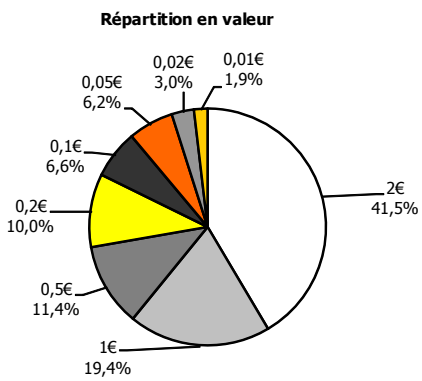
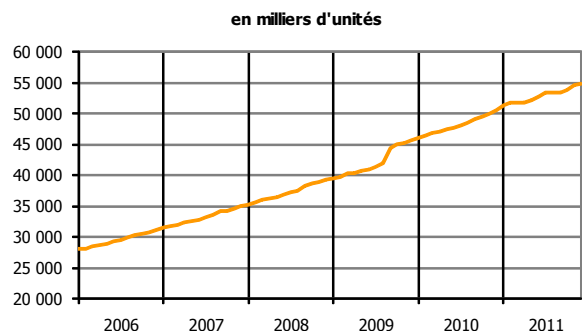
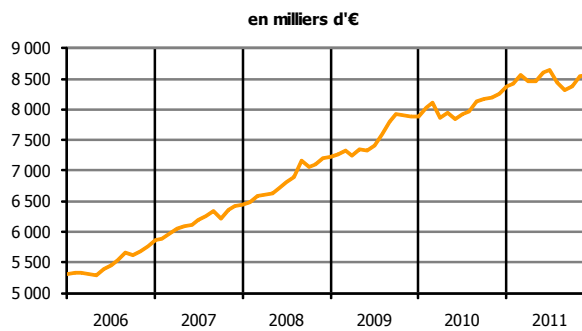
9- Monnaie fiduciaire

9-1 Emission nette cumulée de billets euros au 31/12/2011



Source : IEDOM

9-2 Emission nette cumulée de pièces euros au 31/12/2011



Source : IEDOM

Ont participé à la réalisation de ce bulletin :

Cédric MIORIN

Sandie BOYER

Hervé KAHANE

Jean-Pierre DERANCOURT

INSTITUT D'EMISSION DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
8, rue Christophe Colomb – B.P. 6016 – 97306 Cayenne Cedex

Téléphone : 0594.29.36.50 – télécopie : 0594.30.02.76
Site Internet : www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE
Responsable de la rédaction : JP. DERANCOURT
Editeur : IEDOM
Achévé d'imprimer en mars 2012
Dépôt légal : mars 2012- n° ISSN : 0296-3116